

**Conseil économique et social**

Distr. générale
19 août 2009
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Groupe d'experts des recensements de la population et des habitations****Douzième réunion**

Genève, 28-30 octobre 2009

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Produit des recensements et besoins des utilisateurs**Détermination des besoins des utilisateurs pour le recensement de 2011 au Royaume-Uni****Note de l'Office for National Statistics (ONS) du Royaume-Uni****I. Introduction**

1. Un recensement est une entreprise complexe et coûteuse, qui n'est menée que lorsque sa nécessité a été clairement démontrée. Sa planification ne peut être que longue et doit passer par de nombreuses étapes. Il est primordial de consulter un large éventail d'utilisateurs pour déterminer les informations qu'ils recherchent. La présente note décrit la stratégie que le Royaume-Uni a adoptée pour évaluer les données de recensement dont les utilisateurs ont besoin, une attention particulière étant accordée au choix des caractéristiques et des unités géographiques. Cet aspect est évalué par rapport à la portée et à la conception des consultations prévues dans les recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements européens de 2010. En conclusion sont indiquées les décisions essentielles qui ont été prises pour la conception du recensement de 2011 à la suite des consultations menées à ce jour avec les utilisateurs.

II. Contexte

2. Plusieurs facteurs décisifs ont déterminé la conception et le contenu du recensement de 2011:

- a) Les besoins des utilisateurs des statistiques de recensement;
- b) L'évaluation du recensement de 2001 et les enseignements tirés;
- c) Les obligations internationales au titre du Règlement de l'Union européenne (UE) concernant les recensements; et

d) Les indications et conseils donnés par les organismes de recensement internationaux et les organisations ayant une expérience analogue.

3. Dans son approche et en particulier pour ce qui est du quatrième facteur décisif, le Royaume-Uni a suivi de près les directives énoncées dans les Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des habitations de 2010¹, qui ont constitué la base d'un modèle très utile.

III. Processus de consultation

4. Selon les recommandations de la Conférence des statisticiens européens, des consultations sur toute une série de questions sont indispensables à la préparation du recensement et devraient être engagées dès les premières phases du cycle de planification. Elles devraient porter (le cas échéant) sur:

- a) La méthode de dénombrement;
- b) Les sujets et les questions du recensement;
- c) Les définitions;
- d) Les classifications;
- e) L'échantillonnage;
- f) Les tableaux;
- g) Les limites géographiques;
- h) Le traitement des données;
- i) La correction et l'imputation;
- j) La confidentialité et le contrôle de la divulgation;
- k) La couverture et la qualité des données; et
- l) La diffusion des données et leurs conditions d'utilisation.

5. Manifestement, ces consultations aident les autorités à adapter autant que possible le recensement aux besoins des utilisateurs et peuvent également favoriser une meilleure compréhension du but et des avantages du recensement, ainsi qu'à susciter un appui en leur faveur, l'objectif ultime étant d'obtenir la plus large participation possible.

6. Pour planifier le recensement de 2011, les bureaux de recensement britanniques ont mené ou mènent encore de nombreuses consultations concernant chacun des aspects susmentionnés des phases de conception, d'essais et de répétition, privilégiant en particulier à ce jour la question des sujets et des limites géographiques. Cela dit, la portée et l'éventail des questions ainsi que la méthode à appliquer sur le terrain ayant été en grande partie déterminés, les consultations détaillées seront dorénavant axées sur la forme et le contenu des produits statistiques.

7. Par ailleurs, les bureaux de recensement ne ménagent aucun effort pour consulter les principaux acteurs tels que les autorités locales et collaborer avec eux pour faire en sorte que:

¹ Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (2006). *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des habitations de 2010*. ECE/CES/STAT/NONE/2006/4. Nations Unies, New York et Genève. ISSN 0069-8458.

- a) Le processus de dénombrement tient compte des textes législatifs nationaux récents ayant trait à l'égalité et à la diversité;
 - b) Les résultats du recensement, notamment au niveau local, soient acceptés et considérés comme fiables; et
 - c) Les évaluations postcensitaires prennent en compte les divers et multiples points de vue des utilisateurs.
8. Les données recherchées par les utilisateurs ont été déterminées dans le cadre de nombreuses consultations avec des comités consultatifs officiels, des groupes de travail chargés d'étudier les sujets du recensement et lors de réunions ponctuelles avec le public. D'autres moyens ont également été utilisés, notamment des documents de consultation et d'information de l'Office for National Statistics (ONS), le site Web du recensement de 2011 et une liaison internationale avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et l'Office statistique de la Commission européenne (Eurostat). Les parties prenantes, les utilisateurs et le public ont donné et continueront de donner de nombreuses réponses complètes et détaillées, essentielles pour la conception du projet.

IV. Communautés d'utilisateurs

9. Selon les recommandations de la CEE et d'Eurostat, les utilisateurs visés par le programme de consultation sont:
- a) Les services et organismes de l'administration centrale;
 - b) Les administrations locales;
 - c) Les prestataires de services de santé;
 - d) Les services publics et les services aux collectivités tels que les fournisseurs d'énergie, les services de l'eau, les pompiers, la police, etc.;
 - e) Les universitaires;
 - f) Les spécialistes des études de marché et d'autres spécialistes ou organes du secteur;
 - g) Le secteur tertiaire et d'autres organismes ou personnes physiques représentant la vie économique, sociale, éducative et culturelle du pays.

10. Les services et organismes du Gouvernement du Royaume-Uni sont consultés de façon bilatérale et collective par le biais des responsables des professions du Government Statistical Service et des comités interministériels, le but étant de déterminer leurs besoins et priorités concernant les sujets à inclure. Des fonds supplémentaires ont été sollicités auprès de ces instances pour certaines des questions du recensement de 2011 (par exemple celles ayant trait aux carrières et aux titres, qui n'avaient pas pu être incluses dans le budget initial alloué au recensement en Angleterre et au pays de Galles). C'est sur le plan bilatéral qu'a lieu le dialogue avec certains organismes non ministériels importants tels que le Welsh Language Board et la Equality and Human Rights Commission.

11. Le Parlement britannique participe au processus dans le cadre des audiences de plusieurs comités spéciaux et des groupes parlementaires de tous les partis et en publiant un ensemble officiel de propositions sous la forme d'un Livre blanc² du Gouvernement. Au

² Cabinet Office (2008). *Helping to shape tomorrow*. Cm 7513. The Stationery Office. ISBN 978-0-10-175132-2. Voir <http://www.ons.gov.uk/census/2011-census/2011-census-project/legislation/index.html>.

pays de Galles, des représentants de l'ONS et du gouvernement de l'Assemblée galloise ont assisté à une réunion de chacune des grandes commissions de l'Assemblée nationale pendant la période comprise entre octobre 2006 et mars 2007 pour examiner les plans propres à l'organisation d'un recensement au pays de Galles et, en particulier, ceux qui se rapportent à la langue et à l'identité galloises. D'une manière générale, des membres du Parlement national et du Parlement européen prennent part au processus en échangeant des courriers ayant trait aux préoccupations des électeurs. En Écosse, le Directeur général de l'état civil s'est également exprimé devant les comités compétents du Parlement écossais.

12. De même, les autorités locales, le service de santé, les universitaires, le secteur des entreprises et les communautés locales sont consultés par les groupes consultatifs du recensement constitués de longue date par le National Statistician (statisticien national). Des experts et méthodologues de l'ONS ont également donné des conseils sur le libellé précis des questions.

13. En Angleterre et au pays de Galles, les groupes consultatifs du recensement (qui, pour certains, officient depuis plus de vingt ans) comprennent des représentants de chacune des principales communautés d'utilisateurs. Les responsables du recensement se réunissent habituellement deux fois par an, mais reçoivent des documents d'information et de consultation selon qu'il est approprié. Outre les anciens groupes établis avant le recensement de 2001 (qui s'occupent des questions intéressant les services de l'administration centrale, les autorités locales, le service de santé, les universitaires et les associations entrepreneuriales et professionnelles), deux nouveaux groupes consultatifs ont été créés pour le recensement de 2011 afin de donner suite à la recommandation figurant dans le rapport sur le recensement de 2001³ de la Treasury Select Committee: leur objectif est d'offrir une enceinte où pourront se faire entendre les avis des utilisateurs et d'un plus grand nombre de parties prenantes en pays de Galles, ainsi que les points de vue d'organismes du secteur tertiaire représentant les intérêts des communautés locales, des groupes de population minoritaires, des associations d'handicapés et des organisations confessionnelles.

14. Des lieux de rencontre semblables existent pour les utilisateurs en Écosse et en Irlande du Nord.

15. En Angleterre et au pays de Galles, d'autres consultations avec les autorités locales ont été initialement menées par un groupe de coordination des liaisons avec les autorités locales, qui a joué un rôle important dans l'établissement d'accords de partenariat entre l'ONS et les autorités locales visant à développer le travail sur le terrain afin, globalement, d'améliorer les réponses. Les planificateurs du recensement ont prêté une attention soutenue aux enseignements tirés du recensement de 2001 dans les zones où le dénombrement s'était avéré particulièrement ardu. Plus récemment cependant, une collaboration s'est tissée à un niveau plus élevé avec les autorités locales, dans un premier temps par le biais d'un réseau de «champions régionaux du recensement» désignés parmi les responsables des autorités locales au sein de chacun des neuf bureaux gouvernementaux des régions anglaises et du pays de Galles.

16. Par ailleurs, des consultations publiques officielles concernant des questions particulières ont eu lieu à l'occasion de manifestations itinérantes et de réunions ouvertes à tous tenues dans le pays. Les bureaux de recensement ont accueilli avec intérêt les avis et communications en la matière, quelle qu'en soit la source et qu'ils aient été sollicités ou non. Les sites Web des bureaux de recensement étant de plus en plus accessibles et de plus

³ House of Commons Treasury Committee (2002). *The 2001 Census in England and Wales*. First Report of the Session 2001-02. HC 310. The Stationery Office. London.

en plus visités, il a été possible de consulter directement beaucoup plus de monde qu'avant, y compris des organisations et des membres du public. L'encadré 1 résume les principales consultations organisées à ce jour en Angleterre et au pays de Galles.

V. Consultations concernant les sujets du recensement

A. Critères à remplir pour répondre aux besoins des utilisateurs

17. Comme cela a déjà été dit, les consultations devaient notamment permettre de définir les besoins de données statistiques pour chaque sujet du recensement. Le Royaume-Uni a reconnu qu'il était indispensable de réunir des renseignements sur l'ensemble des caractéristiques essentielles prescrites dans le nouveau Règlement de l'UE concernant les recensements⁴ (voir le document du Royaume-Uni relatif au point de l'ordre du jour intitulé «Respect des recommandations de la Conférence des statisticiens européens»), mais le recensement doit aussi tenir compte des besoins nationaux et locaux plus larges lorsqu'ils sont justifiés. Ainsi qu'il est indiqué dans les recommandations de la Conférence des statisticiens européens, les sujets devraient être acceptés selon les critères suivants:

- a) Il existe un besoin clairement démontré;
- b) Il n'est pas possible de répondre de manière satisfaisante aux besoins des utilisateurs à partir d'informations provenant d'autres sources;
- c) Des tests doivent avoir montré que les questions considérées n'ont pas d'impact négatif sensible sur l'ensemble du recensement, en particulier sur le niveau de réponse;
- d) Il est possible de formuler des questions réalistes qui permettent de recueillir des données suffisamment précises pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Encadré 1

Consultations concernant le recensement de 2011 en Angleterre et au pays de Galles

Octobre 2003	Atelier de travail commun des groupes consultatifs
Novembre 2003	Conférence ONS/Royal Statistical Society sur le thème «Census 2001 and Beyond: Learning from the past – building for the future» (Recensement de 2001 et au-delà: tirer des enseignements du passé et construire l'avenir)
Mars 2004	Document d'information «2011 Census: A design for England and Wales» (Recensement de 2011: un modèle pour l'Angleterre et le pays de Galles)
Mai 2005	Publication de l'avis initial des bureaux de recensement concernant les sujets
Juin-juillet 2005	Manifestations itinérantes publiques organisées à Cardiff, Crewe, Harrogate, Londres, Newcastle et Northampton

⁴ Journal officiel de l'Union européenne (2008). Règlement (CE) n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant les recensements de la population et du logement. JOCE, 13 août 2008.

Mars 2006	Publication de l'évaluation des besoins initiaux des utilisateurs concernant le contenu du recensement
Octobre 2006	Publication du document d'information relatif à l'élaboration du questionnaire destiné à l'expérience de 2007
Octobre 2006-mars 2007	Participation aux activités de plusieurs comités de l'Assemblée nationale du pays de Galles chargés d'étudier les sujets du recensement
Novembre 2006-février 2007	Consultation concernant les zones géographiques
Décembre 2006-mars 2007	Consultation portant sur l'appartenance ethnique, l'identité, la religion et la langue
Mars 2007	Actualisation des avis concernant le contenu du recensement – réunions ouvertes à tous à Cardiff, Londres et Sheffield.
Octobre 2007	Publication des réponses à une consultation ayant trait à l'appartenance ethnique, à l'identité, à la religion et à la langue
Janvier-février 2008	Présentations d'éléments de preuve au Treasury Select Committee du Parlement du Royaume-Uni dans le cadre de son examen du dénombrement de la population
Février-mai 2008	Consultation en ligne concernant les besoins des utilisateurs en matière de résultats
Novembre 2008	Manifestation itinérante publique pour la consultation relative aux résultats du recensement
Décembre 2008	Publication du Livre blanc sur le recensement de 2011 «Helping to shape tomorrow» (Aider à construire l'avenir). Publication de déclarations similaires dans le document «Scotland's Census 2011» (Recensement de 2011 en Écosse) par le Gouvernement écossais
Mai 2009	Séminaire commun des bureaux de recensement du Royaume-Uni et du Statistics Users Forum sur le sujet «Beyond 2011: planning for the futures» (Après 2011: planification de l'avenir)
Juin 2009	Réunion commune ONS/Royal Statistical Society sur le thème «2011 Census: producing the numbers» (Recensement de 2011: production des chiffres)

18. Les sujets proposés pour le recensement de 2011 au Royaume-Uni sont ceux qui se sont avérés des plus nécessaires pour les principaux utilisateurs et pour lesquels ont été conçues des questions qui devraient produire des données fiables et exactes. Dans chaque cas, il n'existait aucune autre source de renseignements comparable et accessible conjointement avec d'autres éléments du recensement.

19. Un avis initial relatif au contenu du recensement de 2011 en Angleterre et au pays de Galles⁵ a été publié en mai 2005 afin de favoriser le débat et d'établir une argumentation

⁵ Office for National Statistics (2005). *The 2011 Census: initial view on content for England and Wales*. Consultation Paper. ONS.

solide en faveur des sujets à inclure dans le recensement de 2011. Suite à la consultation, on a observé que les questions dont l'incorporation dans le recensement avait été demandée étaient trop nombreuses pour pouvoir toutes figurer dans un formulaire susceptible en toute logique d'être rempli par les ménages. Les utilisateurs ont initialement indiqué qu'il était nécessaire d'inclure tous les sujets visés par le recensement de 2001 ainsi qu'une série de sujets additionnels ayant trait à l'identité nationale, au revenu, à la langue, à la nature d'une invalidité, aux deuxième résidences, à l'année d'entrée au Royaume-Uni et à l'identité sexuelle. Ultérieurement, des arguments ont été avancés pour l'ajout d'autres caractéristiques telles que le nombre de chambres à coucher et l'intention de rester au Royaume-Uni.

20. Lors du choix définitif des questions, il a fallu prendre quelques décisions difficiles pour évaluer les différents besoins en informations et trouver un juste équilibre entre la nécessité d'évoluer et la continuité. La solidité des arguments présentés par les utilisateurs pour chaque sujet a été évaluée en fonction d'un certain nombre de critères.

21. Pour chaque sujet, il doit exister un *besoin important et clairement démontré*. Il est donc essentiel que chaque question à inclure dans le recensement ait un but précis et que les données recueillies soient très importantes à l'échelle nationale. Un thème n'est inclus que si les utilisateurs ont démontré de façon convaincante l'utilité des informations à collecter.

22. Il convient tout particulièrement d'inclure des questions lorsque les utilisateurs ont besoin de *renseignements détaillés sur des zones géographiques restreintes ou d'informations sur de petits sous-groupes démographiques* qui ne peuvent pas être suffisamment identifiés par d'autres moyens tels que les fichiers administratifs. D'autres moyens tels que les enquêtes par sondage conviendraient mieux pour les informations nécessaires aux grandes zones géographiques uniquement (par exemple à l'échelle des autorités locales ou de la région – niveau NUTS 3 ou plus), selon le niveau de détail requis pour la classification croisée. De même, si le besoin se limite aux renseignements concernant quelques zones restreintes (par exemple les Cornouailles uniquement), il pourrait être opportun de recourir à d'autres méthodes de collecte de données.

23. Un des principaux avantages des données de recensement réside dans la *possibilité d'analyser des variables déterminées les unes par rapport aux autres*. L'obligation de procéder à cette analyse multivariable représentait une raison de plus pour inclure un sujet donné. La comparaison statistique avec les campagnes précédentes est aussi un aspect important de l'analyse. Lorsque c'était possible, une grande attention a été accordée aux besoins des utilisateurs en matière de comparabilité avec le contenu du recensement de 2001.

B. Critères devant être pris en compte par les bureaux de recensement

24. Les bureaux de recensement britanniques ont non seulement évalué l'importance des besoins en informations des utilisateurs, mais ils ont également dû prendre en compte d'autres facteurs pour décider quels renseignements devraient être réunis et pour évaluer les priorités:

a) Des tests doivent avoir montré que l'incorporation de questions particulières n'a pas eu d'impact négatif sensible sur l'ensemble du recensement, en particulier sur le niveau de réponse;

b) Il est également essentiel de formuler des questions réalistes qui permettent de recueillir des données d'une qualité statistique suffisante et mesurable pour répondre aux besoins des utilisateurs.

25. En outre, puisque le recensement est une opération obligatoire menée selon le principe de l'autodénombrement et que chaque ménage est de ce fait tenu de répondre à toutes les questions pertinentes du questionnaire, il en découle des contraintes en ce qui concerne les types de données qui peuvent être collectés si l'on veut obtenir des statistiques de bonne qualité. Cela explique pourquoi en général le recensement:

- a) Ne porte pas sur des questions délicates ou potentiellement indiscretes qui donneraient un niveau de non-réponse inacceptable;
- b) Ne porte pas sur des questions qui exigent de longues explications ou instructions pour que la réponse soit exacte (puisqu'il ressort des recherches menées que les gens lisent rarement ces instructions); ou
- c) Ne concerne pas des renseignements qui ne sont pas faciles à obtenir ou dont les personnes interrogées ne se souviendront vraisemblablement pas avec exactitude et qui ont donc peu de chances d'être fiables.

26. Par ailleurs a été examinée la *question de savoir si des données provenant d'autres sources étaient disponibles ou non*. Des données similaires ou de substitution peuvent, par exemple, être collectées par un autre service ou organisme public, ou des enquêtes ont peut-être déjà été menées en la matière. Par conséquent, le recensement de 2011 ne visera en général que les renseignements pour lesquels il n'y a pas d'autre source viable.

27. La *charge qui pèse sur le répondant* est un facteur qui entre en jeu dans l'élaboration du questionnaire. De ce fait, la longueur du formulaire et l'espace disponible doivent être limités, la conception et la longueur d'une question étant un élément important pour décider s'il est possible ou non de réunir certaines données. Par rapport au questionnaire de 2001, celui de 2011 comporte une page de plus par personne, mais les essais semblent montrer que cet allongement ne devrait pas influencer indûment sur le niveau de réponse.

28. De surcroît, le recensement doit être considéré comme une opération menée à des fins purement statistiques et ne doit donc pas être utilisé pour réunir des données de nature à favoriser délibérément des groupes politiques ou sectaires ou à soutenir des causes particulières.

29. Enfin et surtout, le Royaume-Uni a pris en compte les *prescriptions juridiques et réglementaires*. Les lois nationales relatives aux recensements limitent dans une certaine mesure les informations susceptibles d'être collectées, même si on peut faire valoir que de telles restrictions pourraient être abrogées par les prescriptions énoncées dans le Règlement européen. Ainsi, bien que les recommandations formulées par la CEE et Eurostat aient été prises en compte dans la détermination du contenu du questionnaire de 2011, elles ne priment pas. L'encadré 2 énumère les caractéristiques dont l'incorporation dans le recensement de 2011 en Angleterre et au pays de Galles a été proposée suite au programme de consultation des utilisateurs. Le contenu du questionnaire relatif à l'Écosse et à l'Irlande du Nord présente de légères différences.

VI. Unités géographiques

30. Les bureaux de recensement britanniques ont pour vocation de répondre aux besoins des utilisateurs et de mettre à leur disposition, à divers niveaux de détail, des résultats statistiques concernant un certain nombre d'entités géographiques, à la condition absolue que la confidentialité des données statistiques soit préservée. Après avoir mené des consultations, les représentants de l'ONS en Angleterre et au pays de Galles ont conclu que ces entités géographiques seraient créées principalement à partir des mêmes unités de base que celles du recensement de 2001, à savoir les zones statistiques.

31. Les zones statistiques sont les zones les plus petites pour lesquelles des données statistiques sont produites et ont été créées pour le recensement de 2001. Les «super zones statistiques», plus grandes, sont des regroupements de zones statistiques qui ont été largement utilisés pour la publication de statistiques de quartier et d'une série de statistiques de base issues du recensement de 2001.

32. L'ONS a mené un vaste processus de consultation entre novembre 2006 et février 2007 pour savoir ce que les utilisateurs pensaient des zones statistiques et des «super zones statistiques» en tant qu'entités géographiques centrales aux fins du recensement de 2011. Les réponses extrêmement positives à la consultation ont montré une forte adhésion aux principes essentiels qu'étaient la stabilité et la continuité au regard des résultats de 2001.

Encadré 2

Questions proposées pour le recensement de 2011 en Angleterre et au pays de Galles

Pour toutes les propriétés occupées par des ménages et pour tous les logements non occupés:

- Adresse, y compris le code postal.

Pour tous les ménages:

- Nombre et nom des résidents, qu'ils soient présents ou temporairement absents la nuit du recensement;
- Modalités de jouissance du logement;
- Type de logement; ce dernier comporte-t-il toutes les commodités nécessaires?
- Type de propriétaire (pour les ménages en location);
- Nombre de pièces (et de chambres à coucher*);
- Type de chauffage central*;
- Nombre de voitures et de fourgonnettes possédées ou disponibles.

Pour tous les résidents faisant partie du ménage:

- Nom, sexe et date de naissance;
- Situation matrimoniale (y compris partenariat civil*);
- Lien avec les autres membres du ménage;
- Statut d'étudiant;
- Les étudiants vivent-ils à l'adresse de recensement pendant l'année universitaire?
- Adresse habituelle il y a un an;
- Pays de naissance;
- Nationalité (détention d'un passeport)*;
- Mois et année d'entrée au Royaume-Uni*;
- Durée de séjour prévue au Royaume-Uni*;
- Identité nationale* et groupe ethnique;
- Religion;

- Langue*;
- Maîtrise de la langue galloise (au pays de Galles uniquement);
- État de santé général;
- Affection ou invalidité de longue durée;
- Fourniture de soins personnels non rémunérés;
- Titres et qualifications professionnelles;
- Deuxièmes résidences*;
- Activité économique pendant la semaine précédant le recensement;
- Période écoulée depuis le dernier emploi;
- Situation au regard de l'emploi;
- Statut de superviseur;
- Heures de travail;
- Titre et description de l'emploi;
- Nom de l'employeur et nature de son activité sur le lieu de travail (branche d'activité);
- Adresse du lieu de travail;
- Moyen de transport pour se rendre au travail.

Pour tous les visiteurs dans les ménages:

- Nom, sexe et date de naissance;
- Adresse habituelle (ou pays de résidence habituel si l'intéressé ne réside pas au Royaume-Uni).

Pour les résidents vivant dans des institutions communales:

- Mêmes questions que pour les résidents faisant partie d'un ménage à l'exception du lien avec les autres membres du ménage;
- Situation des personnes vivant dans l'établissement.

Pour les institutions communales:

- Type d'établissement;

Il est proposé d'inclure pour la première fois dans le questionnaire de recensement applicable en Angleterre et au pays de Galles les caractéristiques marquées d'un astérisque (*).

33. L'ONS a par conséquent décidé que les zones statistiques pour lesquelles les résultats du recensement de 2011 seraient présentés resteraient dans une grande mesure inchangées, ce qui offrirait un degré de stabilité géographique propre à assurer une plus grande comparabilité avec les résultats de 2001. Lorsqu'il existe des zones dans lesquelles ont été enregistrés des changements démographiques notables à l'échelon local ou un développement de l'immobilier, il peut être nécessaire de réviser les limites géographiques, principalement en divisant ou en fusionnant les zones statistiques existantes, pour assurer le respect des critères fondamentaux de la taille et de l'homogénéité. Il reste que l'ONS n'envisage pas, à cette fin, de modifier plus de 5 % des limites des zones statistiques actuelles. Lorsque la population locale a beaucoup changé, il faudra également diviser ou fusionner un petit nombre de «super zones statistiques». Cela dit, toutes les révisions seront

effectuées de manière à répondre au besoin pour les utilisateurs de comparer les données relatives aux entités géographiques issues du recensement de 2001 et de celui de 2011, les zones statistiques étant intégrées dans une hiérarchie stable constituée de «super zones statistiques» de niveaux inférieur et intermédiaire.

34. Les zones administratives – régions (NUTS 1), comtés (NUTS 2), autorités locales et unitaires (NUTS 3), districts et paroisses civiles/communautés du pays de Galles (LAU 1 et 2) – ainsi que les zones établies à partir de ces entités, par exemple les circonscriptions parlementaires, et les zones urbaines et rurales correspondront aux limites existant au moment du recensement. Lorsque ces dernières se sont modifiées, l'ONS envisagera de fournir des produits statistiques pour les zones nouvellement définies, bien que cela doive cadrer au mieux avec l'ensemble des zones statistiques afin que soit préservée la confidentialité des données statistiques.

VII. Conclusion

35. Il est primordial de procéder dès le début à une planification, à des essais et à une évaluation, et en particulier à une consultation des utilisateurs pour garantir le succès du recensement de 2011. Le processus de consultation a pour but d'évaluer la demande de données statistiques nouvelles et continues.

36. De par sa portée, ce processus a permis de concevoir un modèle de recensement qui reprend en général les recommandations de la Conférence des statisticiens européens tout en les étoffant afin d'englober les éléments additionnels qui sont particulièrement utiles pour la situation du Royaume-Uni.

37. À la suite de son vaste programme de consultation, le Royaume-Uni a l'intention d'apporter les changements ci-après au recensement de 2011 dans la majeure partie, voire la totalité du pays, pour répondre aux besoins des utilisateurs:

a) Nouveau modèle de questionnaire, qui comportera de nouvelles questions concernant les caractéristiques suivantes: nationalité, identité nationale, date d'entrée au Royaume-Uni et durée du séjour prévu, langue, deuxième résidence, situation de partenariat civil et nombre de chambres à coucher;

b) Révision de la méthode de contrôle de la divulgation des données statistiques pour faire en sorte que les données dans les zones restreintes soient protégées et ne soient pas indûment modifiées;

c) Révision des unités géographiques restreintes dans un petit nombre de zones dans lesquelles les limites de 2001 ne correspondaient pas au but recherché ou dans lesquelles il y a eu des changements démographiques notables entre les recensements;

d) Nouvelles méthodes de remise et de collecte des questionnaires, y compris l'envoi par la poste et la réponse en ligne;

e) Renforcement du partenariat de travail avec les autorités locales et les communautés;

f) Externalisation de nouvelles techniques et méthodes de ciblage opérationnel, y compris la vérification des adresses;

g) Plus grande souplesse dans la mise en œuvre des moyens de suivi pour améliorer les taux de réponses dans les zones difficiles;

h) Amélioration de la méthode utilisée pour évaluer le sous-dénombrement et le surdénombrement au niveau local et procéder à l'ajustement correspondant.